

## ANALYSE DE LA PRESSE

Mars 2013

1. A la une : Turquie et Israël : Nouveau pas vers la réconciliation
2. Dossier du mois : Le processus d'Imrali
3. Economie
4. Europe
5. International
6. Turquie
7. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Mars 2013)



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

## 1. A la une :

### Turquie et Israël : Nouveau pas vers la réconciliation

#### La citation du mois

« Il est important que la Turquie et Israël, des pays limitrophes de la Syrie, puissent se parler. Cela est aussi souhaitable pour d'autres défis régionaux. »

Benjamin Nétanyahou, Premier ministre israélien (Le Monde, 23/03/2013)



Benjamin Netanyahou et Recep Tayyip Erdogan.  
© Gali Tibbon / Stefan Boness / AFP / Sipa

« Israël et la Turquie font un pas vers la réconciliation » (Libération, AFP, 22/03/2013) « Le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a présenté ses excuses au chef du gouvernement turc Recep Tayyip Erdogan pour la mort de neuf Turcs à bord d'une flottille pour Gaza en 2010, pavant la voie à une normalisation des relations. » (Le Monde, AFP, 22/03/2013) « avec un coup de pouce » du président américain Barack Obama. (Le Monde, AFP, 24/03/2013)

« "Je salue l'appel de ce jour entre le Premier ministre Nétanyahou et le Premier ministre Erdogan", a affirmé Obama, en visite en Israël, selon un communiqué de la Maison Blanche. » (Libération, AFP, 22/03/2013)

« La crainte que des groupes djihadistes proches d'al-Qaïda fomentent des attaques depuis le plateau du Golan, pousse Israël à faire la paix avec la Turquie après trois ans de crise entre les deux pays. L'instabilité qui règne dans la région, la guerre civile en Syrie et les inquiétudes suscitées par le programme nucléaire iranien ont accéléré le rapprochement. » (Le Figaro, Marc Henry, 24/03/2013) « "Il est important que la Turquie et Israël, qui ont des frontières avec la Syrie, soient capables de communiquer alors que le régime syrien est en train de s'effondrer et que des groupes terroristes pourraient être en mesure de s'emparer d'armes stratégiques", a expliqué Nétanyahou » (Le Figaro, Marc Henry, 24/03/2013) « "Le fait qu'en Syrie la situation empire d'une minute à l'autre a été un facteur crucial pour moi", a confirmé le premier ministre israélien. » (Le Monde, AFP, 24/03/2013)

Suite à l'assaut israélien de la flottille Mavi Marmara, la Turquie avait « rappelé son ambassadeur à Tel-Aviv, expulsé le représentant israélien en Turquie tout en gelant les fructueuses relations militaires entre ces deux pays alliés "stratégiques" de Washington dans la région. » (Le Figaro, Marc Henry, 24/03/2013) Avec le nouvel élan de paix, les relations bilatérales reprennent. « Les ambassadeurs devraient rapidement reprendre leur poste à Ankara et Tel-Aviv. (...) M. Erdogan a souligné son attachement à "l'amitié solide et à la coopération vieilles de plusieurs siècles entre les peuples turc et juif". Israël a accepté le 22 mars d'assouplir le blocus contre Gaza et de travailler avec Ankara à l'amélioration de la situation humanitaire sur le territoire palestinien. Le premier ministre turc pourrait s'y rendre prochainement. "Il est important que la Turquie et Israël, des pays limitrophes de la Syrie, puissent se parler. Cela est aussi souhaitable pour d'autres défis régionaux", [a déclaré] Monsieur Nethanyahou (...) "Meilleure sera la coordination entre les Turcs et nous, plus facile il sera de faire face au problème qui risque de nous exploser à la figure à tout instant", a-t-il argué » (Le Monde, Guillaume Perrier, 23/03/2013)

« Yaakov Amidror, conseiller pour la Sécurité nationale d'Israël a nié que la réconciliation ait été le résultat de la pression américaine, assurant qu'il s'agissait d'une idée israélienne et que les discussions avec la Turquie étaient engagées "depuis longtemps". Mais la plupart des commentateurs soulignent qu'après le retour des ambassadeurs des deux pays dans leurs représentations respectives et le paiement par Israël des indemnités aux familles des victimes turques, le rétablissement de la confiance prendra du temps. » (Le Parisien, 24/03/2013)

« Sur le plan économique, la normalisation des relations israélo-turques pourrait avoir d'importantes conséquences : quelque 500 000 Israéliens avaient l'habitude de passer des vacances en Turquie chaque année, un flot touristique qui a été brusquement interrompu. » (*Le Monde*, Laurent Zecchini, 26/03/2013)

Les excuses de M.Nethanyahou sont survenues suite aux déclarations de M. Edoğan prononcées début mars à Vienne lors d'une conférence de l'Alliance des civilisations parrainée par l'ONU qui avaient fait « l'objet de nombreuses condamnations ». (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 02/03/2013) En effet M. Erdogan a déclaré que « "Comme pour le sionisme, l'antisémitisme et le fascisme, il est devenu impossible de ne pas considérer l'islamophobie comme un crime contre l'humanité" » (*Le Figaro*, AFP, 01/03/2013). « Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu [avait] fustigé une "déclaration sombre et mensongère d'un genre qu'on pensait révolu dans ce monde". » (*Le Parisien*, AFP, 01/03/2013)

« Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a sermonné à Ankara, au cours d'une visite officielle, le Premier ministre turc » (*Le Parisien*, AFP, 01/03/2013), et ses propos « qu'il a considéré comme choquant » (*Le Figaro*, AFP, 01/03/2013 ; *Le Monde*, Guillaume Perrier, 02/03/2013) « Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui assistait au discours de M.Erdogan, a critiqué, par la voix de son porte-parole, des "commentaires qui ne sont pas seulement faux mais qui contredisent aussi les principes qui ont fondé l'Alliance des civilisations" ». (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 02/03/2013).

« "Si Israël voulait entendre des déclarations positives de la part de la Turquie, il n'avait qu'à changer d'attitude" a estimé le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 02/03/2013)

C'est désormais chose faite, et cela notamment grâce à l'intervention de M.Obama lors de son voyage en Israël. La diplomatie américaine jugeait en effet « essentiel pour la Turquie comme pour Israël de trouver un moyen de raviver leur coopération historique ». (*Le Parisien*, AFP, 01/03/2013)

## 2. Dossier du mois : Le processus d'Imrali

Les négociations entre le gouvernement turc et le leader du PKK Abdullah Öcalan pour trouver une solution au « problème kurde » et mettre un terme à un conflit qui a fait plus de 45.000 morts en Turquie en près de 30 ans se poursuivent. Le processus d'Imrali, du nom de la prison où Abdullah Öcalan purge une peine à perpétuité depuis 1999 va bon train depuis l'automne dernier.

Des rencontres entre le chef du service secret turc et Abdullah Öcalan ont eu lieu et ont été suivies par la rencontre entre Öcalan et trois députés du Parti pour la paix et la démocratie (BDP) le 23 février. «Après huit heures de discussion, ils étaient repartis avec des lettres destinées aux différentes branches de l'organisation kurde, qui se trouvent en Irak et en Europe, ainsi qu'avec une promesse d'un cessez-le-feu qui devrait être décrété le 21 mars, jour du Newroz. » (*Le Figaro*, Laure Marchand, 07/03/2013)

« Cette fois-ci, les pourparlers se déroulent ouvertement. Le PKK a montré des signes de bonne volonté » (*Le Figaro*, Laure Marchand, 21 /03/2013) en libérant « le 13 mars dernier, sept fonctionnaires et un soldat turcs qu'ils détenaient depuis deux ans dans une base du nord de l'Irak. » (*Les Echos*, AFP, 14/03/2013)

En échange, « le gouvernement islamo-conservateur turc a présenté la semaine dernière au Parlement un projet de loi qui devrait permettre la libération de certains militants kurdes accusés de collusion avec le PKK ». (*Le Parisien*, AFP, 18 /03/2013) Cependant, « le ministre turc de la Justice Sadullah Ergin a exclu une amnistie générale pour les rebelles kurdes et demandé leur départ de Turquie d'ici la fin 2013 » (*Le Figaro*, Laure Marchand, 21/03/2013 ; *Le Parisien*, AFP, 18/03/2013)

Les fêtes de Newroz, célébrées par les kurdes à l'arrivée du printemps, se sont déroulées cette année dans une ambiance festive. Plus d'un million de personnes ont pu célébrer le 21 mars dernier, légalement et sans heurt, cette grande fête dans la ville de Diyarbakir à l'est de la Turquie, où la population kurde est majoritaire. Les déclarations d'Abdullah Öcalan, ont été lues en turc et en kurde par des représentants du BDP et ont été relayé par les médias nationaux.

"Désormais, une nouvelle période commence. Il n'y aura plus d'armes dans notre combat, il y aura de la politique démocratique. Il est dorénavant temps pour les éléments armés de se retirer hors des frontières" a déclaré Öcalan cependant, « il n'a pas précisé de calendrier pour le retrait de ses combattants, dont le nombre est estimé à 5000 ». (*Libération, AFP, 21/03/2013*)

Suite à la déclaration d'Öcalan « Les rebelles kurdes du PKK ont proclamé la trêve (...) et ont indiqué qu'ils attendraient que les autorités turques "assument leurs responsabilités" avant d'amorcer un retrait de Turquie ». (*Le Parisien, AFP, 23 /03/2013*)

« A quatre reprises déjà depuis le début de sa rébellion en 1984, Abdullah Ocalan a proclamé des cessez-le-feu unilatéraux. Jamais jusque-là ils n'ont permis de déboucher sur une solution. Cette fois, le gouvernement comme les rebelles semblent déterminés à parvenir à la paix. » (*Blog Au fil du Bosphore, Guillaume Perrier, 21 /3/ 2012*)

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan « a salué ce message, tout en déplorant l'absence totale de drapeaux nationaux à Diyarbakir, "en contradiction avec son contenu" » (*Libération, AFP, 21 /03/2013*) « "Je considère cet appel, cette invitation, comme un développement positif. Maintenant, ce qui importe vraiment, c'est évidemment la mise en oeuvre de cet appel. Ce qui se produira dans cette mise en oeuvre sera très important", a déclaré le chef du gouvernement. » (*Le Figaro, Reuters, 21 /03/2013*) « Je suis prêt à boire le poison pour arriver à la paix » a-t-il également affirmé. (*Libération, Marc Sémé, 21/3/013*).

« L'initiative a également été bien accueillie par l'Union européenne et par les Etats-Unis ». "Les Etats-Unis saluent l'annonce par le PKK d'une cessation de la violence, considérée comme une étape positive vers la fin de plus de trois décennies de conflit tragique en Turquie" a déclarée la porte-parole du département d'Etat américain Victoria Nuland dans un communiqué. (*Le Monde, Guillaume Perrier, 22/03/2013, Le Figaro, AFP, 21/03/2013*)

« Erdogan, de son côté, est toujours plus conscient de la nouvelle donne régionale. » souligne dans son analyse Marc Sémé (*Le Figaro, 21/03/2013*). « Une solution négociée renforcerait encore les liens d'Ankara avec le Kurdistan irakien, riche en ressources pétrolières, et qui, déjà indépendant de fait de Bagdad, est vassalisé à l'économie turque. Le Kurdistan syrien entrerait aussi dans l'orbite d'Ankara. » (*Libération, Marc Sémé, 15 /03/2013*) « Cela signifie pour la Turquie des centaines de kilomètres de frontières avec des entités kurdes limitrophes des régions du sud-est, où vivent la majorité des 15 millions de Kurdes du pays (20% de la population). (...) D'où ce renversement de perspectives pour transformer "le problème kurde" en un atout régional s'inscrivant dans ce qui était déjà l'intuition stratégique du défunt président Turgut Özal au début des années 90, lors de la première guerre du Golfe. Il n'avait pas hésité à parler à l'époque de "fédération turco-kurde. "Si Ankara arrive à pacifier ses relations avec sa population kurde, il y a aura un basculement de l'ensemble du monde kurde vers une Turquie en négociation d'adhésion avec l'Union européenne et forte de son soft power économique comme culturel ", explique Ahmet Insel, [universitaire et animateur de la revue Birikim]. » (*Libération, Marc Sémé, 21 /03/2013*).

« Un possible règlement du conflit kurde en Turquie fait naître l'espoir d'étendre le miracle économique turc jusqu'aux zones kurdes du sud-est anatolien, qui subissent depuis près de 30 ans les effets dévastateurs de la guerre Turquie: la paix kurde pour combler le fossé économique ». (*Ouest-Est, Le parisien, AFP, 21 /03/2013*)

Selon Kemal Derviş, ancien ministre turc de l'économie, interviewé par Alain Faujas « Les conséquences économiques de cet apaisement seront très positives, car les dépenses militaires s'en trouveront allégées. » (*LeMonde.fr*, 25/03/2013)

Bien que « les chances de la paix paraissent bien réelles » (*Libération*, Marc Sémio, 21 /03/2013), certains journalistes font entendre des voies discordantes.

« "L'appel du PKK à la fin de la lutte armée n'est qu'une première étape" (...) " Il faut voir comment le retrait des combattants va se faire et si tous vont accepter. Il y a eu des mouvements dissidents du PKK, des déclarations hostiles de leaders qui ne semblent pas influents. Ils peuvent avoir envie de nuire au processus. Côté turc, il y a aussi des risques de tentatives de sabotage de la part de réseaux nationalistes, d'individualités parmi les formations clandestines d'extrême-droite encore liées à des militaires clandestins. L'autre problème est que les autres partis politiques ont pour l'instant été tenus à l'écart de ce processus "» précise Jean Marcou dans son interview au Monde (*Le Monde.fr*, interview de Jean Marcou, 22 /03/2013).

Selon l'AFP, « une majorité de Turcs rejettent l'idée d'une négociation directe avec Abdullah Ocalan, largement considéré comme un "terroriste" ou un "tueur d'enfants". » (*Le Parisien*, *Ouest France*, 21/03/2013)

Côté Kurde, Guillaume Perrier (*Le Monde*, 22/03/2013) qui est allé à la rencontre des prisonniers politiques Kurdes dans la prison de Diyarbakır et Laure Marchand (*Le Figaro*, 21 /03/2013) qui a rencontré des familles Kurdes directement affectées par le conflit témoignent d'un scepticisme des populations face à cette déclaration de cessez le feu. « "Quand je leur parle négociations, ils répondent qu'elles n'ont jamais mené à rien et qu'il faut se battre." » (*Le Figaro*, 21 /03/2013)

« L'adieu aux armes et la transformation totale de l'organisation ne seront pas faciles à appliquer. "Pour éviter tout dérapage du processus, il faut qu'Öcalan reste au centre des discussions, ce qui limiterait les interférences et les manipulations", souligne la journaliste kurde Aysegül Dogan. "Il est évident depuis des années déjà que, si la guerre est possible sans Öcalan, la paix est impossible sans lui", note un diplomate européen. Son pouvoir sur l'organisation et son prestige restent bien réels, mais il y a aussi une rage croissante montant au sein de la population kurde de Turquie ». (*Libération*, Marc Semo, 15/03/2013)

Selon Guillaume Perrier, « Avant de célébrer la paix, le parti kurde exige d'abord "un statut pour les Kurdes" et la reconnaissance de l'identité culturelle et politique qui devra être inscrite dans la nouvelle Constitution turque. Une loi de décentralisation pour donner plus de pouvoirs aux institutions locales est également réclamée. Ce n'est qu'à l'issue de ce processus politique qui s'engage qu'une paix durable pourra être scellée. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 22 /03/2013).

Kemal Derviş, commentant ces évolutions en Turquie, a affirmé : « il va nous falloir réviser notre Constitution pour ne plus mélanger la citoyenneté et l'ethnicité. » (*LeMonde.fr*, interview par Alain Faujas, 25/03/2013)

« Alors que les discussions sur l'élaboration d'une nouvelle Constitution piétinent depuis des mois, l'opposition soupçonne le pouvoir et le BDP de préparer un marché: plus de droits pour les Kurdes en échange d'une loi fondamentale plus présidentielle taillée sur mesure pour M. Erdogan, contraint de quitter la tête du gouvernement en 2015. » (*Le Parisien*, AFP, 18 /03/2013).



### 3. Economie

#### **GDF Suez candidat à un projet de centrale nucléaire en Turquie**

Le groupe français « GDF Suez [est] associé à un projet de centrale nucléaire en Turquie » (*Les Echos, Anne Fetz, 06/03/2013*) « Les groupes japonais Itochu et Mitsubishi, associés à GDF Suez, ont remis une offre pour la construction d'une deuxième centrale nucléaire en Turquie. Le consortium franco-japonais aurait déposé une offre pour fournir une centrale d'une puissance de 5000 mégawatts (MW), un investissement de 15 à 19 milliards d'euros, à Sinop dans le nord du pays, sur la côte de la mer Noire. » (*Le Figaro, AFP, 05/03/2013*).

« La Turquie prévoit de construire plusieurs centrales nucléaires dans les années à venir. Plusieurs groupes sont en lice pour la centrale de Sinop. Selon Reuters, le consortium franco-japonais serait le mieux placé. » (*Les Echos, Reuters, 06/03/2013*)

#### **« Alstom affronte Siemens et Bombardier sur les projets ferroviaires turcs »**

« Depuis 2003, la Turquie s'est lancée dans un vaste programme de rénovation et de construction de chemins de fer pour se doter d'un réseau à la hauteur de son territoire et de sa croissance rapide. Elle envisage d'investir 35 milliards d'euros d'ici à 2035, dans le transport ferroviaire.(...) Les projets turcs suscitent l'intérêt des entreprises françaises, jusqu'alors très peu présentes sur ce marché en forte expansion. Une quinzaine de sociétés, dont Alstom et Systra, ont pris part au Salon Eurasia Rail, organisé à Istanbul du 7 au 9 mars, et soutenu par la mission locale d'Ubifrance. (...) Les infrastructures de transport urbain sont aussi en plein développement : à Istanbul, qui veut étendre son réseau, et dans une quinzaine de villes du pays, qui veulent se doter de tramways. (*Le Monde, Guillaume Perrier, 08/03/2013*)

#### **« Conforama ouvre son premier magasin en Turquie »**

« L'enseigne d'ameublement [française Conforama] investit un nouveau pays pour la première fois depuis douze ans. Inauguration le 21 mars à Istanbul du premier Conforama de Turquie, dans le centre commercial Carrefour Umraniye, situé dans la partie asiatique de la ville ». (*Les Echos, Philippe Bertrand, 22/03/2013*)

« Le marché turc de l'ameublement est pour l'instant un peu plus de deux fois plus petit que le marché français et pèse environ 5 milliards d'euros. "Mais il évolue de 20% à 30% par an, alors que le marché français est stable depuis dix ans", souligne Thierry Guibert, [PDG de Conforama]. ». "Dans ce pays où la population est très jeune et en quête de modernité, nous avons fait le choix de transposer notre assortiment français au lieu de l'adapter localement comme nous le faisons dans d'autres pays" ajoute t'il. » (*Le Figaro, Annelot Huijgen, 22/03/2013*)

#### **Delta Plus Group ouvre une nouvelle filiale en Turquie**

« Delta Plus Group, acteur sur le marché des Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.), annonce l'ouverture d'une nouvelle filiale en Turquie (...) à compter du mois d'avril 2013. Delta Plus Group ambitionne, grâce à cette nouvelle implantation en Turquie, de prendre une part de marché significative dans un pays dont la croissance économique reste soutenue et dont le taux d'équipement en E.P.I. tend à s'accroître. » (*CercleFinance.com, 15/03/2013*)

## « Turkish Air passe une commande géante à Airbus »

Turkish Airlines « a commandé 82 appareils estimés à 9,3 milliards de dollars auprès du constructeur aéronautique européen [Airbus]. La compagnie turque est dans une phase d'expansion spectaculaire de sa flotte, une exception dans l'industrie européenne de l'aviation. Avec cette commande, la flotte de Turkish Airlines va passer à 375 avions. » (*Les Echos, AFP, 15/03/2013*)

## Les aéroports turcs en croissance

Alors que les aéroports de l'Union européenne sont proches de la récession, la Turquie et la Russie ont « réussi à maintenir une croissance à deux chiffres malgré un certain ralentissement. (...) Un constat qui reflète l'évolution du PIB des pays concernés autant que leur degré de maturité aéronautique. (...) Les plateformes turques et russes (...) approchent désormais les 130 millions de passagers chacun. De son côté Turkish Airlines a progressé de 20 %, à 40 millions de passagers. (...) En 2012, le trafic des aéroports de l'UE n'a progressé que de 0,2 %, contre + 8,8 % pour ceux hors UE. Du coup, la croissance totale des aéroports européens a connu un sérieux ralentissement en 2012, avec une hausse limitée à 1,8 % contre 7,3 % en 2011. (...) »

Aéroports de Paris (ADP) avait «annoncé son intention de présenter une offre commune avec TAV pour la construction et l'exploitation pendant vingt-cinq ans du troisième aéroport d'Istanbul. La remise des dossiers est fixée au 3 mai par le gouvernement turc. Augustin de Romanet, pdg d'Aéroports de Paris, a précisé que TAV avait la trésorerie nécessaire pour assumer le projet seul, au moins pour la première partie (90 millions de passagers sur un potentiel de 150 millions). L'ouverture est attendue dès fin 2017-début 2018, mais 2019 semble plus probable au PDG d'ADP » (*Air & Cosmos, Léo Barnier, 08/03/2013*)

## « Pegasus Airlines entre en bourse et gonfle son capital »

« Pegasus Airlines, est entrée en bourse, mardi 26 février 2013, afin d'augmenter son capital de quelques 11,5 M€ et ainsi assurer l'acquisition de 75 Airbus commandé en décembre 2012. (...) Propriété d'Esas holding depuis 2005, le low-cost leader en Turquie qui développe son réseau domestique et à destination des pays du MENA, est la deuxième compagnie aérienne turques à entrer en bourse après Turkish Airlines » (*Econostrum.info, Clément Beuselinck-Doussin, 28/02/2013*)

## La Turquie renforce son industrie militaire

« La Turquie a décidé de muscler ses industries d'armement, avec l'ambition d'afficher son indépendance technologique et de se faire une place sur le marché de l'exportation. (...) Priorité a donc été donnée à la recherche militaire. Près de 700 millions de dollars y ont été consacrés pour la seule année 2012, (...) "pour entrer ce marché, il faut être prêt à coopérer, dans l'intérêt de chacun", résume Philippe Amar, le patron du français Thales pour la Turquie.

Aujourd'hui, l'industrie militaire turque affiche une progression insolente. L'an dernier, son chiffre d'affaires a atteint 4,3 milliards de dollars et le montant de ses exportations près de 1,3 milliard, en hausse de 35% sur un an. Grâce à des matériels performants et meilleurs marchés que ceux des Occidentaux, la Turquie marque des points à l'export. (...) »

"Même si plus de 50% des matériels fournis à son armée sont d'origine locale, la Turquie est encore loin de l'autosuffisance" relève un industriel européen. La Turquie a donc placé haut la barre de ses prétentions: 2 mds de dollars d'exportations d'armes en 2016 et passer du 15e au 10e rang mondial pour les dépenses militaires en 2023. Avec de réelles chances d'y parvenir, jugent les analystes. » (*Le Parisien, AFP, 15/03/2013*)

## « La frénésie immobilière turque est à l'honneur au Mipim de Cannes »

« La Turquie [a été] le pays invité d'honneur au Marché international des professionnels de l'immobilier (Mipim), qui [s'est tenu] à Cannes du 12 au 15 mars. (...) Le ministre turc de l'économie, Ali Babacan, et son collègue chargé de l'urbanisation et de l'environnement, Erdogan Bayraktar, [y ont conduit] une imposante délégation de promoteurs et d'institutions qui exposeront leurs projets sur les 1 000 mètres carrés du stand turc. (...) »

L'immobilier de bureaux connaît une envolée spectaculaire, avec 800 000 mètres carrés de locaux à livrer en 2014 à Istanbul, soit un quart du parc déjà existant. Le gouvernement a programmé l'installation à Atasehir, en Asie, du nouveau centre financier d'Istanbul. (...) Le prix moyen, en hausse constante, dépasse les 4 000 euros au mètre carré. Pour nourrir la croissance du secteur, le gouvernement veut reconstruire 6,5 millions d'immeubles d'ici à 2020 pour les mettre aux normes sismiques. (...) Le coût environnemental et social de cette politique passe au second plan. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 11/03/2013)

## Istanbul en lice pour l'organisation des Jeux Olympiques de 2020

« La Commission d'évaluation du Comité International Olympique (CIO) [a entamé le 26 mars] une inspection de quatre jours de la candidature d'Istanbul pour les Jeux de 2020. Avec Tokyo et Madrid, Istanbul fait partie des trois finalistes qui seront départagés à Buenos Aires le 7 septembre. (...) Aujourd'hui 16<sup>e</sup> puissance économique mondiale, la Turquie, pays émergent dont le produit national brut a été multiplié par quatre en dix ans, a désormais les moyens de s'offrir l'événement sportif. 16,6 milliards de \$ (13 Md€) seront réservés à la construction des sites sportifs et surtout aux transports. » (*Le Figaro*, Laure Marchand, 24/03/2013)

« Le CIO a très souvent élu la ville ayant le plus gros budget et un plan pour radicalement changer son univers sportif futur. Pour 2020, Istanbul arrive en tête (...). Reste la géopolitique, qui donne l'avantage aux Japonais car, après Londres (2012) et Rio (2016), il serait logique d'aller en Asie en 2020. C'est là que la Turquie sort un nouvel atout de sa manche. Les Jeux d'Istanbul seraient les premiers dans l'histoire à se tenir simultanément sur deux continents, l'Europe et l'Asie, incarnant le rôle de la ville et des Jeux en tant que forces unificatrices entre diverses religions et différents peuples. » (*L'Équipe*, Alain Lunzenfichter, 04/03/2013)

« Si la persévérance était récompensée, la mégapole turque de 15 millions d'habitants serait aujourd'hui médaille d'or de la spécialité. Candidate à quatre reprises (2000, 2004, 2008, 2012), Istanbul a jusque-là toujours échoué. En cas de victoire, elle deviendrait la première ville à majorité musulmane à décrocher les Jeux. » (*AFP*, 24/03/2013)

## La Turquie attire de plus en plus les PME et les expatriés français

D'après le classement des pays émergents de l'assureur crédit Coface, un outil nouvellement créé qui répertorie les pays du plus protectionniste au plus ouvert au commerce mondial la Turquie est le pays le plus ouvert pour les PME dynamiques. (*Les Echos*, Bruno Askenazi, 22/03/2013) On peut également lire dans les Echos qu'une des destinations stars des expatriés français est la Turquie (+11% en 2012) aux côtés de la Chine et le Pérou. (*Les Echos*, Pierrick Fay, 13/03/2013).

## « Europe: Turquie, 1<sup>ère</sup> puissance en 2050? »

« Le président turc Abdullah Gül a prédit dans un entretien avec un journal suédois [le 9 mars 2013] que son pays serait la première économie européenne en 2050. (...) Selon les chiffres du Fonds monétaire international, la Turquie a été en 2012 la septième économie européenne (Russie comprise), et est 61% plus petite que la première, l'Allemagne. Dans un discours en juin à Istanbul, M. Gül citait des projections de la banque d'affaires Goldman Sachs selon lesquelles la Turquie serait la deuxième économie européenne en 2050. » (*Le Figaro*, AFP, 09/03/2013)



## 4. Europe

Le 12 février dernier, la France a fait savoir à la Turquie qu'elle était favorable à la relance des négociations d'adhésion de ce pays à l'Union européenne lors de la rencontre de M. Laurent Fabius, ministre français des Affaires Etrangères avec son homologue turc, M Ahmet Davutoglu à Paris.

Dans un entretien avec un journal danois le 20 mars, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a néanmoins affirmé qu'il attendait plus de la part de la France pour la revitalisation des négociations d'adhésion. « "Le blocage de plus de la moitié des chapitres de négociations par les pays membres de l'Union européenne collectivement ou individuellement (...) a sérieusement nui à nos relations avec [celle-ci]", [a-t-il également] déploré. » (AFP, 21/03/2013)

Dans son éditorial au journal Ouest France, Jean-François Bouthors affirme que « la relance des négociations est un "tournant". Cependant, la Turquie n'est plus en position de demandeuse, comme elle le fut auparavant. » Selon le journaliste, la Turquie « depuis ces dernières années, (...) a été piquée au vif par les réticences des Européens et par les signaux négatifs, perçus comme hostiles, venus de la France, tel le vote de l'Assemblée nationale sur la question du génocide arménien. » Bouthors souligne la place économique et diplomatique respectable qu'occupe la Turquie aujourd'hui et rappelle que « portés par leur essor économique qui saute aux yeux, les Turcs en sont aujourd'hui à se dire qu'ils ont moins besoin de l'Europe et qu'ils peuvent, en cultivant leurs liens avec d'autres pays émergents, comme le Brésil, tenir une place économique et diplomatique respectable, notamment à l'égard d'un Proche-Orient en pleine recomposition. (...) La jeune génération se veut occidentale et mondialisée. Le pays jouit d'une belle palette de créateurs et d'intellectuels qui réfléchissent sur les mutations en cours, réinterrogent librement l'histoire turque – y compris la question arménienne (...) Enfin, Erdogan est en train de faire un chemin considérable sur la voie du règlement pacifique de la question kurde qui ensanglante le pays depuis une trentaine d'années. (...) La Turquie n'est plus l'homme malade de l'Europe. Au contraire, ce pays vit placidement son intense développement. (...) La Turquie mérite qu'on lui tende la main. Elle sera une clé de la Méditerranée de demain et nous avons besoin d'être contaminés par la confiance et le dynamisme de sa population. » ajoute-t-il. (Ouest France, Jean-François Bouthors, 25/2/ 2013)

## 5. International

### Turquie – Syrie

#### « Le cap du million de réfugiés syriens franchi »

« Le cap du million de réfugiés syriens, dûment enregistrés ou aidés en tant que tels, est atteint, a annoncé [le 6 mars] un communiqué du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies (HCR). (...) Le nombre de réfugiés fuyant leur pays a augmenté "de façon dramatique" depuis le début de l'année. Il y a 400 000 réfugiés syriens de plus depuis le 1er janvier, précise le HCR. » (Libération, AFP, 06/03/2013)

« Plus de 186 000 réfugiés vivent (...) dans le sud de la Turquie. Et il y a au moins autant de Syriens non enregistrés arrivés clandestinement ou entrés en présentant leurs papiers, comme le prévoit la libre circulation instaurée entre les deux pays en 2009. Depuis l'été, l'entrée légale est néanmoins devenue très difficile. Des dizaines de milliers de personnes campent de l'autre côté, le long de la frontière. Bien que très engagées du côté de la rébellion, les autorités d'Ankara s'inquiètent du poids croissant de ces Syriens fuyant la guerre. On leur refuse le statut de réfugié, mais on leur assure soins médicaux, éducation et survie quotidienne. (...) La Turquie est le seul, parmi les pays concernés, qui refuse toute assistance directe des organisations humanitaires internationales aux quelque 400 000 réfugiés installés sur son territoire. "Le niveau d'accueil correspond aux plus hauts standards que nous avons rencontrés dans cette crise", reconnaît un responsable de l'Union européenne en charge des aides humanitaires. » (Libération, Mars Sémo, 14/03/2013)

La Turquie a dépensé plus de 600 millions de dollars pour installer 17 camps d'accueil et d'autres sont en construction» (Libération, AFP, 06/03/2013)

#### « Attentat: la Turquie arrête 4 syriens »

« La police turque a arrêté quatre Syriens liés au régime de Damas soupçonnés d'avoir perpétré un attentat à la bombe en février contre un poste à la frontière turco-syrienne qui avait coûté la vie à 14 personnes, a déclaré le ministre turc de l'Intérieur Muammer Güler. "Nos forces de sécurité ont arrêté quatre Syriens et un Turc dans le cadre de cette attaque", a indiqué le ministre aux journalistes, assurant qu'il avait été établi que ces suspects étaient liés aux services secrets et à l'armée syrienne. » (*Le Figaro, AFP, 11/03/2013*)

#### « L'opposition syrienne se choisit un Premier ministre à Istanbul »

« Les responsables de la Coalition nationale syrienne entendent (...) former un gouvernement pour diriger les territoires conquis par les rebelles. (...) L'opposition syrienne s'est réunie [le 18 mars] à Istanbul pour se choisir un premier ministre chargé de gérer les territoires de Syrie conquis par les rebelles hostiles au président Bachar al-Assad, deux ans après le début d'une guerre qui a déjà fait 70 000 morts. (...) [Cette réunion] rassemble pour deux jours les responsables de la Coalition nationale syrienne, reconnue par des dizaines de pays comme le seul représentant légitime du peuple syrien. (...) Les 73 membres de la coalition doivent d'abord se mettre d'accord sur la nécessité de former un gouvernement intérimaire ou de se limiter à mettre sur pied un organe exécutif aux pouvoirs plus limités. La première tâche du premier ministre consistera à nommer, si possible lors de la réunion d'Istanbul, un gouvernement chargé de gérer les territoires du nord et de l'est du pays conquis de haute lutte par les insurgés mais plongés dans le chaos. » (*Libération, AFP, 18/03/2013*)

### Turquie – Grèce – Chypre

« Le réchauffement des relations entre la Grèce et la Turquie, a franchi un nouveau degré après la rencontre [le 4 mars] à Istanbul du Premier ministre Antonis Samaras avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, estiment les journaux grecs et turcs. Avec la signature de 25 accords bilatéraux allant du tourisme à l'entraide lors de catastrophes naturelles, les discussions entre les deux hommes ont été "très positives", affirme le "Kathimerini". "Vos problèmes sont les nôtres", a dit Erdogan. Selon le quotidien grec, Samaras a confié que son objectif était de "se battre pour reconstruire l'économie de la Grèce". Mais, au-delà de leur objectif de doubler les échanges commerciaux "aussi rapidement que possible", Ankara et Athènes ont affiché leur volonté de résoudre leurs différends. Selon "Kathimerini", les deux dirigeants n'ont cependant fait que de "courtes références" à la question de l'exploration pétrolière et gazière en mer Egée, qui empoisonne les relations entre les deux pays. Le responsable grec a répété que son pays avait l'intention d'établir une zone économique exclusive dans le respect du droit de la mer, s'attirant une réponse "prudente" d'Erdogan. Sur Chypre, le premier ministre turc a affiché sa volonté "d'enterrer cette question". (...) On est encore loin d'avoir tout résolu. Mais, pour le quotidien turc Hürriyet, le fait que les deux hommes aient évoqué ces questions avec "le désir de maintenir de bonnes relations laisse un peu d'espace à l'optimisme". » (*Les Echos, Jacques Hubert-Rodier, 06/03/2013*)

Cependant, certains pensent que « le silence d'Ankara aujourd'hui n'est en rien le signe d'un désintérêt de la crise qui traverse Chypre. Mais bien plus la confirmation que la Turquie, aujourd'hui, a davantage à faire sur d'autres fronts avec la crise syrienne et plus encore avec les Kurdes, explique en substance Dorothee Schmid, chercheur à l'Ifri. (...) Pour autant, un affaiblissement possible de Chypre reste une bonne affaire pour Ankara et l'occasion, peut-être, de redistribuer les cartes avec la Russie, son premier partenaire commercial [en matière de gaz]. » (*Les Echos, Michel de Grandi, 21/03/2013*)

Par ailleurs, Chypre a affirmé sa volonté de « se rapprocher de l'Otan, dont il n'est pas membre, pour conforter sa "crédibilité" dans l'Union européenne (...) alors que le problème chypriote complique depuis des années la coopération entre l'UE, dont Chypre est membre, mais pas la Turquie, et l'Otan, où la situation est inverse. (...) La division de Chypre, dont la partie Nord est occupée depuis 1974 par la Turquie en riposte à un coup d'Etat nationaliste chypriote-grec visant au rattachement de l'île à la Grèce, fait obstacle depuis des années tant à la normalisation gréco-turque, qu'à l'intégration européenne de la Turquie. (...) » (*Le Figaro, 06/03/2013*)

## Turquie – Pays Bas

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'est rendu aux Pays Bas pour rencontrer son homologue néerlandais Mark Rutte le 21 mars. Le sort d'un petit garçon d'origine turque qui a été confié à une famille d'accueil néerlandaise qui s'avérait être un couple de lesbiennes, ainsi que l'autorise la loi néerlandaise a entraîné une querelle diplomatique entre la Turquie et les Pays Bas à la veille de cette visite. (*Le Monde.fr, Jean-Pierre Stroobants, 21/03/2013*) Le gouvernement turc « a entrepris une action visant à récupérer les enfants d'origine turque confiés aux Pays-Bas à des couples chrétiens ou homosexuels. (...) Deux députés d'origine turque de son parti ont cependant estimé que l'affaire était strictement néerlandaise mais ils ont appelé les familles musulmanes à se porter plus souvent volontaires pour accueillir des enfants. » (*Le Monde, Jean-Pierre Stroobants, 19/03/2013*)

## 6. Turquie

### Affaire Ergenekon : Le procès entre dans la phase des plaidoiries de la défense

« Plusieurs centaines de Turcs ont manifesté [le 19 mars] contre les réquisitoires au procès Ergenekon (du nom de la nébuleuse militaro-mafieuse), où les procureurs ont réclamé la réclusion à perpétuité contre plus de 60 ex-responsables politiques et militaires accusés d'avoir fomenté un coup d'Etat contre le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan. Le général Ilker Basbug, ancien chef d'état-major de l'armée turque, et deux anciens députés d'opposition, Mustafa Balbay et Mehmet Haberal, sont au nombre des prévenus, qui appartiennent aux cercles laïcs et nationalistes et contre lesquels l'accusation a requis la prison à perpétuité. (...) »

D'après l'accusation, l'organisation Ergenekon a fonctionné en réseau clandestin responsable d'exécutions extrajudiciaires, d'attentats à la bombe et d'autres attaques. Son démantèlement, disent les partisans des poursuites judiciaires, a rendu la Turquie plus stable et permis à Erdogan, issu des cercles islamistes, de s'atteler à des dossiers sensibles, dont la question du séparatisme kurde. A l'opposé, les adversaires de ce procès y voient une manœuvre visant à museler l'opposition s'inscrivant dans un projet plus large : soumettre le camp des défenseurs de la laïcité, y compris l'armée. (...) L'affaire a débuté en 2007 avec la découverte d'une cache d'armes à Istanbul. » (*Le Figaro, Reuters, 19/03/2013*)

### « Attentats en Turquie : le gouvernement met en cause l'extrême gauche »

« Une bombe de faible puissance a explosé, mercredi 20 mars, près de bureaux de l'administration du quartier de Maltepe, sur la rive asiatique d'Istanbul, (...) sans faire de victime, rapportent les médias turcs. Mardi, à Ankara, le siège du ministère de la justice et des bureaux du parti au pouvoir, l'AKP, avaient été la cible de bombes artisanales et d'un tir de roquette. Ces attaques n'ont pas été revendiquées pour le moment. Une équipe de la police a par ailleurs désamorcé des explosifs devant un centre culturel, toujours dans la partie asiatique d'Istanbul.

Le vice-premier ministre, Bülent Arinç, a désigné [le 20 mars] le DHKP-C [Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple], un groupe armé d'extrême gauche déjà responsable d'un attentat récent contre l'ambassade des Etats-Unis [qui a tué un agent de sécurité turc] comme l'auteur probable de la double attaque à la bombe de mardi soir. M. Arinç a souligné que le DHKP-C avait subi de lourds revers ces dernières semaines avec l'arrestation de centaines de militants supposés.

Le DHKP-C, classé parmi les organisations terroristes par la Turquie et bon nombre d'autres pays, est à l'origine de nombreuses actions violentes, dont le meurtre d'un ministre, sur le territoire turc depuis la fin des années 1970. "Est-ce qu'il peut s'agir d'une provocation liée au processus de paix ? C'est possible aussi", a cependant précisé le vice-premier ministre (...). » (*Le Monde, AFP, 20/03/2013*)

## « En Turquie, le port du voile islamique gagne du terrain dans la sphère publique »

Une photo diffusée sur Twitter dévoilant les futures tenues des hôtes de Turkish Airlines a été vivement critiquée « pas seulement dans les mouvements féministes, mais dans la société civile toute entière et notamment les jeunes. » (*L'Express.fr*, Noëlle Lenoir, 27/02/2013). « Sur l'image, un équipage modèle arborait des costumes de bord dessinés à la mode conservatrice, chemises ras du cou, robes amples, avec parfois, sur les cheveux un couvre-chef inspiré du fez ottoman. La compagnie turque s'est empressée de préciser que des versions "plus modernes" étaient à l'étude et que le nouvel uniforme n'était pas encore défini.

Mais les laïcs qui reprochent au parti islamo-conservateur au pouvoir, l'AKP (Parti de la justice et du développement), de "transformer le mode de vie des Turcs" voient cette tentative comme une nouvelle preuve que leurs inquiétudes étaient justifiées.

Après quelques années de prudence sur la question, ce qui lui avait été vivement reproché par les milieux les plus conservateurs à la fin de son premier mandat, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan lève, un à un, tous les obstacles légaux qui restreignaient la visibilité [du voile islamique]. (...) Le Conseil d'Etat a abrogé, en janvier, une règle qui prévoyait que le port du voile était interdit dans les palais de justice. (..)

Dans les lycées religieux, dont le nombre a augmenté ces dernières années, les enseignantes peuvent le porter, mais aussi les élèves. Ce n'est pas encore le cas dans les écoles généralistes ou dans le secteur privé, où la décision est du ressort de chaque entreprise. (...)

L'armée se percevait comme un bastion laïc face "aux assauts des islamistes". Depuis, elle a été "décimée" par les procédures judiciaires lancées pour "complot". (...)

Le tissu satiné qui recouvre les cheveux de Mme Gül [épouse du président de la république turque] ne l'oblige plus à s'exclure du protocole comme par le passé. Elle participe aux visites à l'étranger de son mari, reçu par exemple par le roi de Suède il y a quelques jours, et prend part aux cérémonies officielles. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 19/03/2013)

## 7. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Mars 2013)

### Les Echos

Bruno Askenazi  
Philippe Bertrand  
Yves Bourdillon  
Michel de Grandi  
Pierrick Fay  
Anne Fetz  
Jacques Hubert-Rodier

### L'Equipe

Alain Lunzenfichter

### L'Express

Noëlle Lenoir

### Le Figaro

Marc Henry  
Annelot Huijgen  
Laure Marchand  
Patrick Saint-Paul

### Le Monde

Alain Faujas  
Guillaume Perrier  
Hélène Sallon  
Jean-Pierre Stroobants  
Laurent Zecchini

### Le Parisien

### Libération

Tiphaine Samoyault  
Marc Semo

### Ouest France

Jean-François Bouthors

### Econostrum.info

Clément Beuselinck-Doussin

### Cerclefinance.com

Mécène Principal *Main Supporter*



**redefining / standards**

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



**L'ORÉAL**



33 rue Galilée  
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54  
Fax: +33 1 47 23 68 14

[info@institut-bosphore.org](mailto:info@institut-bosphore.org)